

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47 CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1356 - 15 décembre 1988 - 3 F

D 1356 GUATEMALA: LE 5e CENTENAIRE DE 1492

C'est en 1992 que sera célébré le 5e centenaire de la "découverte" de l'Amérique. Dans les milieux indiens d'Amérique latine on assiste à une accélération de la réflexion sur un événement qui les concerne au premier chef (cf. DIAL D 1143, 1160 et 1331). Aujourd'hui nous donnons la réaction de plusieurs organisations guatémaltèques concernant le problème indien. Nous inaugurons avec ce quatrième document sur cette problématique un "logo 1492-1992" pour tous les documents identiques à venir.

- Note DIAL ·

## MESSAGE DE LA DÉLÉGATION UNITAIRE DU GUATEMALA A LA 6e SESSION DU GROUPE DE TRAVAIL DE L'ONU SUR LES POPULATIONS INDIENNES

Nous, Indiens et *Ladinos* (1) pauvres du Guatemala représentés par cette délégation unitaire, nous adressons respectueusement à tous les participants de la 6e session du groupe de travail de l'ONU sur les populations indiennes, réunis à Genève, en Suisse.

<u>Pendant cinq cents ans nous avons résisté à l'injustice et à la barbarie des oppresseurs</u>

Il y a cinq cents ans les premiers Européens sont arrivés dans nos terres qu'ils allaient appeler Amérique. Ce qui aurait pu conduire à un échange profitable entre des cultures différentes a eu au contraire un effet négatif. Cinq siècles durant nous avons été les victimes d'une expansion coloniale qui nous a soumis à un brutal génocide. Sur le plan économique le pillage de nos ressources et le vol du produit de notre travail ont permis aux puissances européennes d'alors de faire la même chose que les pays industrialisés capitalistes aujourd'hui, à savoir développer leurs pays respectifs au prix de la pauvreté et du retard de nos peuples.

Les oppresseurs ont exigé que nous obéissions à des lois étrangères sans passer d'accords avec nous. Ils nous ont imposé un système juridique qui défend les puissants, qui châtie, discrimine et tue les opprimés, au lieu de corriger et de rétablir l'harmonie sociale. Ils nous ont imposé un système d'éducation qui favorise l'individualisme, l'égoïsme et l'esprit de compétition des uns contre les autres, au lieu de la collaboration et de la solidarité. Ils n'ont jamais tenu compte de notre pensée, de notre culture et de notre histoire.

Au long de ces cinq siècles, les premiers colonisateurs et les groupes successifs de puissants qui nous ont gouvernés se sont efforcés de nous transformer en objets

<sup>[1]</sup> Techniquement, nom donné aux Indiens parlant espagnol. Le nom désigne sussi les métis (NdT).

passifs et soumis; mais ils n'y sont pas parvenus à cause de l'esprit de résistance de nos ancêtres et de leur juste rébellion dont nous avons hérité de génération en génération jusqu'à nos jours. Tous les efforts des oppresseurs, ceux d'hier et ceux d'aujourd'hui, pour faire plier la vigueur de notre organisation sociale, culturelle et coutumière ont échoué en raison de la profondeur de nos racines.

## <u>L'ethnocide d'aujourd'hui</u>

Constatation douloureuse, les méthodes brutales de l'invasion et de l'occupation d'il y a cinq cents ans ne sont pas choses du passé. Actuellement, le gouvernement conduit par le président Vinicio Cerezo et l'armée guatémaltèque continuent de mettre en oeuvre des plans qui dépassent toutes les caractéristiques établies par l'ONU pour définir l'ethnocide. Au cours des dix dernières années, l'armée guatémaltèque a revigoré les méthodes utilisées par les envahisseurs coloniaux voici cinq siècles.

Aujourd'hui, en 1988, nous sommes victimes d'agressions du même type que celles subies par nos ancêtres. On nous massacre. On brûle nos récoltes et nos maisons. On nous dépouille de nos terres. On concentre les survivants dans de nouveaux lotissements appelés villages-modèles, sous contrôle militaire. On nous oblige, sous la terreur, à servir comme soldats et à combattre nos frères. On viole systématiquement nos femmes. On assassine nos anciens pour nous retirer notre sagesse et notre mémoire historique. On utilise la religion pour essayer de nous diviser et nous rendre soumis et obéissants. On ne respecte personne, pas même les enfants et la terre-mère. On nous oblige à fuir dans la montagne.

Une des traductions les plus héroîques de notre juste rébellion devant cette situation est l'existence de communautés de la population en état de résistance dans les départements de El Quiché et de Huehuetenango (2).

Au titre des opérations anti-insurrectionnelles, le haut commandement de l'armée et le gouvernement du président Cerezo ont lancé des campagnes successives de terre brûlée contre de nombreuses communautés paysannes, pour la plupart indiennes. Ces opérations, que nous qualifions de véritables ethnocides, mettent en oeuvre des milliers de soldats qui bombardent et mitraillent nos communautés et nos cultures. Les actions les plus cruelles d'une telle barbarie, en augmentation depuis octobre de l'année dernière, ont visé les départements de San Marcos, Solola, Huehuetenango, El Quiché et Petén; elles ont été amplement dénoncées devant les peuples du monde. Une des expressions les plus humiliantes de l'oppression et de la discrimination de la part de l'armée et de l'actuel gouvernement démocrate-chrétien, c'est l'intégration forcée, par la terreur, de plus d'un million de paysans (Indiens dans leur presque totalité) aux patrouilles dites d'autodéfense civile. Par ce type de contrôle militaire, on entend diviser nos communautés, lancer des frères contre des frères et nous obliger à participer à des actes inhumains de répression aux côtés de l'armée.

L'existence de près de 100.000 réfugiés guatémaltèques en dehors de notre patrie, surtout au Mexique, est la traduction vivante de l'ethnocide dont nous sommes victimes. Ces dizaines de milliers de réfugiés appartiennent aux ethnies Canjobal, Chuj, Jacalteca, Kekchí, Chortí et Mam, entre autres, ainsi qu'aux *Ladinos* pauvres des zones de conflit.

Réflexions sur la commémoration du 5e centenaire de l'arrivée en Amérique des conquérants européens

Devant cette terrible situation d'oppression et de discrimination dont continuent d'être victimes les peuples indiens, nous estimons qu'on ne peut pas concevoir la commémoration du 5e centenaire comme une fête triomphante et jubilante. Au contraire nous devons faire de l'événement le début d'une période d'examen approprié de cette longue

<sup>(2)</sup> Cf. DIAL D 1295 et 1301 (NdT).

étape de l'histoire de nos peuples et de la réalité que nous continuons de vivre; nous devons en faire l'occasion du rétablissement des rapports de l'homme avec la nature, avec la terre et avec la culture des peuples.

L'aspiration des peuples indiens de notre Amérique c'est que le 5e centenaire marque la fin de cinq cents ans d'oppression et de discrimination; qu'il marque l'instauration des conditions pour une véritable rencontre historique des deux cultures sur la base de l'égalité, du respect mutuel, de la paix et de la coopération pour un développement indépendant.

Nous réclamons le respect et la reconnaissance des formes d'organisation et de vie de nos communautés indiennes du Guatemala et d'Amérique; de notre conscience, de notre culture et de nos coutumes; de notre histoire de luttes, de rébellions et de résistances; de la pratique communautaire et de notre ferme espoir d'un monde juste, libre et spécifique. Il faut accorder une particulière reconnaissance aux luttes que les peuples indiens mènent héroïquement aujourd'hui.

Il est indispensable de défendre et de soutenir la lutte contre toute espèce de paternalisme, de tromperie et de mépris; contre la manipulation folklorique de nos valeurs culturelles, spirituelles et matérielles par des gouvernements et autres institutions; pour le respect de notre droit plénier à utiliser et développer nos langues; pour la liberté de mettre nos vêtements à nous dans les écoles, dans les centres de travail ou en tout autre endroit, sans faire l'objet d'une discrimination.

<u>Nous dénonçons</u> la militarisation croissante qui blesse la dignité des Indiens, qui détruit l'antique culture maya, qui porte atteinte à la vie et fait obstacle au règlement pacifique du conflit interne au Guatemala depuis plusieurs années.

<u>Nous sollicitons</u> le soutien de la communauté internationale à la lutte pour la reconnaissance de nos croyances et pratiques religieuses; pour le respect de nos morts, de nos centres et lieux sacrés de cérémonies; pour l'expulsion hors de nos communautés de certains instituts linguistiques, anthropologiques ou autres, qui sont utilisés pour recueillir des informations à but antipopulaire, pour piller le patrimoine culturel et matériel des peuples indiens (3); pour la récupération des pièces archéologiques volées dans les communautés et les pays d'Amérique.

<u>Nous réclamons</u> la reconnaissance de notre droit à la pleine participation politique, économique, sociale et culturelle au Guatemala; à une part active dans la prise de décisions sur notre destin; à la lutte pour le respect de la vie, pour l'accès à l'emploi, à l'éducation, à la santé et au développement intégral, comme êtres humains.

<u>Nous demandons</u> à solidarité dans la lutte pour le respect du droit sacré des peuples indiens à posséder la terre-mère et à la travailler, pour le droit à bénéficier directement de ses richesses naturelles et de ses produits, pour la défense d'un usage irrationnel et de sa destruction par l'empoisonnement chimique et par la folie de l'arme nucléaire. Nous lançons un appel à un soutien décidé de tous les efforts en faveur de l'écologie, pour le bénéfice de l'humanité.

Nous proposons, avec la participation active des peuples indiens, avec leurs organisations représentatives et avec le mouvement populaire de notre Amérique: de travailler à ce que le projet définitif de déclaration universelle sur les droits des peuples indiens soit approuvé par l'Organisation des Nations-Unies;

- d'obtenir que 1992 soit déclarée "Année internationale de solidarité avec la lutte et la résistance des peuples indiens";
- de faire de 1992 une année d'hommage aux dirigeants indiens d'Amérique qui ont versé leur sang pour la liberté, la justice sociale et la paix.

POUR LA FIN DE 500 ANNÉES D'OPPRESSION ET DE DISCRIMINATION ET POUR LE DÉBUT D'UNE VÉRITABLE RENCONTRE DES CULTURES SUR LA BASE DE L'ÉGALITÉ, DE LA JUSTICE ET DE LA PAIX!

Gabriel Ixmata, pour le Mouvement coopératif guatémaltèque (MCG) - Francisco Cali, pour le Comité paysan de l'altiplano (CCDA) - Rigoberta Menchú, Rosario Pu, pour le Comité d'unité paysanne (CUC)

[3] Cf. DIAL D 888 et 888 [NdT].

Guatemala, le 1er août 1988

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 330 F - Etranger 390 F - Avion 460 F

Direct. Charles ANTOINE - Imp. DIAL - Com. par. presse 56249 - ISSN 0399-6441